

«En tension», la démocratie du canton souhaite s'améliorer depuis sa base

Politique Des individus tirés au sort réfléchiront à la façon de renforcer la participation citoyenne. Fin des inscriptions ce samedi.

Bastien Nespolo

«La démocratie genevoise est en tension. Elle est notamment confrontée à une baisse de participation dans les urnes.» C'est pour lutter contre ce constat fait par le Département de la cohésion sociale (DCS) qu'un projet «inédit» va être lancé dans le canton.

Une assemblée citoyenne, constituée de 50 personnes tirées au sort, réfléchira à des solutions pour renforcer la démocratie et l'engagement de la population.

Il est possible de s'inscrire pour prendre part au tirage au sort jusqu'à ce samedi. Le docteur Victor Sanchez-Mazas, collaborateur scientifique à l'Institut d'études de la citoyenneté à l'Université de Genève, coordonne ce projet. Interview.

Il y a déjà eu des projets semblables – les Conseils d'habitants – dans les communes de Lancy, Thônex et Vernier. En quoi cette assemblée citoyenne est-elle «inédite»?

D'abord, par la thématique traitée. L'assemblée discutera de la démocratie. Dans les communes, les propos portaient sur des politiques publiques spécifiques, comme l'aménagement du territoire, plutôt que sur l'amélioration même du processus démocratique.

Ensuite, de rares projets sur ce thème ont eu lieu à l'échelle nationale en Allemagne ou au Royaume-Uni, mais ils étaient confinés à des recherches académiques ou issues de la société civile. Dans notre cas, le projet est directement soutenu par l'État de Genève. En ce sens, l'assemblée proposera des solutions rattachées aux compétences du Canton que ce dernier analysera et auxquelles il répondra (*lire l'encadré*).

Enfin, l'équipe responsable du projet a cherché à rendre ce dispositif le plus inclusif possible. En plus des 50 tirés au sort, cinq



Victor Sanchez-Mazas (à gauche) et Matteo Gianni de l'Institut d'étude de la citoyenneté de l'Université de Genève coordonnent l'assemblée citoyenne lancée par le Canton. Le projet vise à inviter la population à discuter de solutions qui seront ensuite transmises à l'État. Laurent Guiraud

«Près de 800 personnes se sont déjà inscrites. L'une des conditions de participation est de n'avoir jamais rempli de mandat politique.»

Victor Sanchez-Mazas
Collaborateur scientifique de l'UNIGE et coordinateur du projet

autres groupes «connexes» de dix personnes représenteront les voix des personnes rencontrant des obstacles à la participation démocratique.

À ce propos, comment travailleront les groupes «connexes»?
Ils représenteront les personnes avec des handicaps mentaux ou physiques, les populations trop jeunes et très âgées, celles ne parlant pas assez bien français ou les personnes en situation de précarité. Ce sont des profils qui pourraient avoir tendance à s'auto-exclure de l'assemblée citoyenne. Le but est donc de veiller à ce que leur perspective soit considérée et que les propositions qu'avancera l'assem-

Que deviendront les propositions de l'assemblée citoyenne?

Contacté, le Bureau de l'intégration et de la citoyenneté (BIC) informe que l'assemblée sera encadrée par une équipe de professionnels pour «s'assurer que les propositions soient réalisables, dans le respect du cadre juridique et institutionnel. Elles figureront dans un rapport, rendu public et remis aux autorités compétentes qui y apporteront une réponse, notamment sur leur potentiel de mise en œuvre». Nicolas Roguet, délégué au BIC, précise que l'assemblée «n'adopte ni lois ni règlements, ne vote pas de budgets, mais formule des recommandations». Ces dernières

peuvent ensuite être examinées, discutées, amendées ou écartées par les instances politiques compétentes, mais l'assemblée «ne remet nullement en cause le rôle central des institutions démocratiques genevoises». Le BIC considère ce dispositif «structuré et transparent comme précieux», car il permet de renforcer la qualité du débat public et, potentiellement, la confiance envers les institutions. «Il ne s'agit pas d'un nouvel organe décisionnel, mais d'un outil consultatif, complémentaire, destiné à enrichir la réflexion politique, et non à s'y substituer. (BNE)

blée soient également adaptées pour eux.

Pour cela, les groupes connexes se retrouveront quatre demi-journées, toujours en amont des rencontres de l'assemblée (*ndlr: qui se réunira quatre week-ends durant l'année*). Ces groupes, formés par les associations et institutions partenaires, identifieront les obstacles à la participation démocratique contre lesquels leur population respective bute. Et leurs retours nourriront les discussions de l'assemblée centrale.

Et l'assemblée citoyenne, comment sera-t-elle constituée et quelles seront ses tâches?

L'objectif de ce projet est de faire participer celles et ceux qui ne s'intéressent pas forcément au processus démocratique. Pour cela, un courrier a été aléatoirement envoyé à 5000 personnes du canton. Sur la base des retours et selon des critères de «stratification» – permettant d'assurer leur représentativité de la population genevoise – 40 personnes seront tirées au sort.

Ce groupe sera complété par dix autres personnes volontaires sélectionnées selon les mêmes critères. Près de 800 personnes se sont déjà inscrites. L'une des conditions de participation est de n'avoir jamais rempli de mandat politique.

Nous aurions souhaité pouvoir accueillir plus de monde en vue de l'intérêt que la population a déjà manifesté, mais cela entraîne une logistique et un accompagnement bien plus importants.

Lors de sa première réunion, l'assemblée rencontrera des experts indépendants pour l'aider à appréhender la complexité de la démocratie.

D'abord, elle identifiera les principaux défis démocratiques du canton. Ensuite, l'assemblée cherchera des solutions pour répondre à ces défis. Enfin, dix propositions concrètes et applicables seront élaborées et transmises à l'État.